



Philippe TOURNIER  
Secrétaire général  
philippe.tournier@snpden.net

**Douze ans : c'est le temps moyen pour qu'un projet soit mis en œuvre dans le monde de l'Éducation**

# Bac : enfin !

*Après tant et tant d'années, on n'y croyait plus ! Jamais on ne verrait le baccalauréat réformé mais toujours grossir, grossir, grossir, toujours plus vain, inutile et même, par certains aspects, nuisible.*

Il y a plus de vingt ans, en 1997, le corpus pédagogique qu'adoptait le CSN préconisait déjà une réforme profonde de l'examen et le SNPDEN avait soutenu la seule tentative un peu sérieuse de changement, en 2004. Mais rien n'y faisait et, si les ministres successifs admettaient tous, dans un soupir, qu'il faudrait faire quelque chose, la réalité est que non seulement rien ne fut fait mais la situation ne cessait d'empirer.

En 2013, c'est le SNPDEN qui a décidé de relancer le débat public en dévoilant à la stupeur générale le vrai coût de l'examen : 1,5 milliards d'euros de cours supprimés. Depuis, l'extravagance de ses contraintes d'organisation et sa vertigineuse inutilité comme « premier grade universitaire », spectaculairement mise en évidence par la « crise d'APB » de l'été 2017, ont fini par apparaître comme une évidence à tout esprit informé, de bonne foi et un peu lucide, puis par gagner l'opinion elle-même, y compris enseignante.

Nous avons activement contribué à ce que les choses bougent enfin mais pourquoi tant de lenteur à corriger des errements qui minent le système éducatif et devraient l'être dans l'urgence ?

## DES HABITANTS DE JUPITER...

Puisque la référence à Jupiter est à la mode, il faut se souvenir que c'est aussi

une planète de notre système solaire qui a la caractéristique de faire une révolution en douze ans. Douze ans : c'est le temps moyen pour qu'un projet soit mis en œuvre dans le monde de l'Éducation alors qu'on savait dès le premier jour qu'il finirait par l'être. Que ce soit la réforme du Baccalauréat, ou l'évolution de l'orientation, ou l'inutilité d'une circulaire de rentrée, ou l'autonomie des établissements, ou la nécessité d'audits ou, ou, ou, tout cela était déjà évident au début du siècle mais toute décision fut sans cesse différée, noyée dans le dérivatif d'une débâche frénétique d'annonces futiles et de mesures vaines. Ce qui devait être fait en une année met douze, quinze, vingt ans à être décidé avec une caractéristique à la clef : ces réformes finalement accouchées dans la douleur arrivent trop tard et à contretemps (la réforme du collège fut, de ce point de vue, un cas d'école). Les dirigeants conscients s'en défendent en objectant le « conservatisme » du monde éducatif. Il faut dire que les opposants aux transformations ne sont manifestement pas enchantés d'être sur Jupiter qui va trop vite pour eux : ils voudraient vivre sur Uranus ou Saturne, planètes glacées dont la révolution met des dizaines d'années. Quel que soit le gouvernement de droite, de gauche ou du centre, ou la politique conduite, leurs critiques, décennie après décennie, sont invariablement les mêmes : l'ob-

jectif secret serait toujours de faire des économies, détruire les savoirs et aggraver les inégalités. Pour les économies, il suffit de regarder les données pour voir que c'est manqué: toutes les réformes ont fini par coûter plus chers que la situation antérieure. Quant à détruire les savoirs et aggraver les inégalités, on se demande pourquoi ce dessein sournoisement partagé en commun par Xavier Darcos, Luc Chatel, Vincent Peillon, Benoît Hamon, Najat Vallaud-Belkacem et Jean-Michel Blanquer puisque tous ont eu droit à ce même procès d'intention et dans les mêmes termes. Ce sont là surtout les effluves d'une sociologie réduite à un « sport de combat » qui ne voit dans toute décision publique qu'intrigues et manigances de la domination. Ce ressassé appauvri et unidimensionnel de Marcuse et Bourdieu alimente un complotisme qui nous a valu une séquence étonnante au sujet du « grand oral » projeté pour le Baccalauréat qui ne serait qu'un détour pour favoriser les enfants des puissants supposés plus à l'aise à l'oral que ceux des milieux populaires. On cherche partout les études à ce sujet et ce n'est pas ce qu'on peut constater empiriquement: que les premiers maîtrisent mieux les « registres de langage » est certain mais n'est-ce pas justement la raison d'être de l'école publique d'apprendre aux autres que cela existe avant qu'ils le découvrent à leurs dépens lors d'un concours ou d'un entretien d'embauche?

### ...QUI MÉLANGENT LES TEMPS

Peut-être est-ce dû à la lente révolution de Jupiter mais on y a la curieuse prédisposition à confondre le présent et l'avenir. En effet, toute réforme est décrite comme l'annonce d'un avenir apocalyptique qui ressemble pourtant étrangement à un présent qui ne dérange pas outre mesure les imprécateurs qui s'en accommoderaient finalement fort bien avec « plus de moyens ». C'est, par exemple, la question des inégalités, ce dont le SNPDEN peut parler à l'aise car il est la seule organisation syndicale à avoir fait des propositions concrètes (PALME) d'ailleurs en grande partie reprises en 2016 (dans une démarche malheureusement un peu trop en « stand-by » ces derniers temps). Aujourd'hui, toute décision est accusée d'aggraver les inégalités sociales sans qu'il soit nécessaire d'avoir à le démontrer. Par exemple, la réforme envisagée du lycée ne serait fomentée que dans cet

objectif et une honorable organisation syndicale l'a qualifiée de construction d'un « lycée des riches » (comme si les séries générales actuelles ne l'étaient déjà pas avec même le raffinement supplémentaire d'une hiérarchie en son sein) parce que les élèves feront un choix qui sera « socialement biaisé » en faveur des mieux informés. Outre qu'on peut se dire que les élèves ont justement des professeurs pour les éclairer, on attendait avec gourmandise la suite logique: la suppression de toutes les options: « socialement biaisées », des toutes les séries: « socialement biaisées » et des voies générales, technologiques et professionnelles: « socialement biaisées » en un seul baccalauréat avec les mêmes enseignements. La suite n'est pas venue... Il en va de même sur le caractère national du baccalauréat: ceux qui le décrivent comme menacé ont radicalement décidé d'ignorer que, depuis des décennies, les élèves sont recrutés sans aucun critère national alors que les nouvelles épreuves de spécialité devraient permettre d'avoir, pour la première fois, des références communes: c'est maintenant que c'est « 100 % tout contrôle continu » et demain qu'il y aura des épreuves nationales anonymes qui serviront enfin à quelque chose. C'est donc le contraire de ce qui est affirmé mais, à l'ère de la post-vérité, qu'importe: on se récrie alors que c'est l'horreur de la « sélection »! Figurez-vous que les compétences et les connaissances des élèves pourraient être prises en compte dans la poursuite de leurs études mais là on peine à suivre ces imprécations gesticulatoires: comment peut-on soutenir au même moment qu'il faut défendre les savoirs toujours menacés et s'insurger qu'ils soient enfin pris en compte pour, rappelons-le, poursuivre de longues études académiques?

Comme lors de la réforme du collège, celles du baccalauréat et des lycées révelent un monde éducatif qui n'est pas en très bonne santé mentale: il tourne aigrement en rond dans ses lubies et ses obsessions; se complaît dans le dédain ou le déni arrogants des réalités de la société qui l'entourent. Tout cela n'est sans doute pas pour rien dans son état préoccupant, qu'il s'agisse des résultats des élèves, du moral de ses personnels ou de la confiance de la société. Mais, cette fois-ci, nombre d'éducateurs semblent enfin réaliser que ça ne tourne pas rond: la question maintenant est de revenir sur Terre... □

**Les critiques, sont invariablement les mêmes: l'objectif secret serait toujours de faire des économies, détruire les savoirs et aggraver les inégalités**

**Un ressassé appauvri et unidimensionnel de Marcuse et Bourdieu alimente le complotisme**